

From the Editors

Canada is a nation best characterized by its diversity. We are diverse geographically, ethnically, politically, and linguistically. It is not always easy to separate these issues. Consider the status of official bilingualism, or minority language rights in Canada. If a government at any level declares itself to be "officially monolingual" this is obviously not just a linguistic statement but a political one as well. Language is a linguistic tool, a political tool, and a tool of power. Across this wide country there are a large number of agencies and organizations, both private and at all levels of government, which attempt to meet the needs and uphold the rights of minorities. The TESL Canada Federation is an umbrella organization designed to link together all of the provincial ESL associations. Such an organization must, obviously, be concerned with a number of issues related to language education. It must be concerned with both language and politics.

In this issue of the *Journal*, we think that we have provided a valuable blend of two of the major concerns of our profession. First we have a number of articles which deal with aspects of our professional development: what we do as teachers and what our students do as learners (e.g. Oxford & Crookall; Paper; Olshtain & Cohen; Elsey; Early). These papers deal with such things as vocabulary learning, student motivation, learning speech acts, and content language-teaching. These are the language issues. But secondly there are articles which address not just *what* we do but *why* we do it (e.g. Nore; Rubrecht; Ashworth/Cummins). These papers deal with such things as the rights of the learners, the role of governments in upholding those rights, and the requirements of literacy programmes. These are the political issues. And these are timely concerns as 1990 has been declared International Year of Literacy by the United Nations General Council. Literacy educators have done much to make us realize the number of people who are being denied their basic rights to be fully-functioning members of our society. ESL and literacy concerns are often difficult to separate in this respect as well. Recognition of language as a tool of power is an important step on the road to social change.

Language and politics are intimately related. As ESL professionals we must remember to talk not just to the teachers and students, but to the politicians and policy-makers as well. So much will be missed if we only look down as we walk.

David Mendelsohn and John Archibald

Un mot des Editeurs

La diversité est un des traits les plus caractéristiques du Canada. Nous sommes une nation diverse au point de vue géographique, ethnique, politique et linguistique. Il n'est pas toujours facile de séparer ces aspects. Considérons, par exemple, le status du bilinguisme officiel ou les droits linguistiques des minorités au Canada. Si un gouvernement, à un niveau quelconque, se déclare "officiellement unilingue", il s'agit d'une déclaration d'ordre linguistique mais aussi d'une déclaration d'ordre politique. La langue est un outil linguistique, politique et un instrument qui octroie des pouvoirs. Partout dans ce pays étendu, il y a d'innombrables agences et d'organismes privés et gouvernementaux qui essayent de satisfaire aux besoins des minorités et de faire valoir leurs droits. La Fédération TESL Canada est un organisme conçu pour relier toutes les associations provinciales de TESL. Une tel organisme doit, évidemment, se préoccuper d'un grand nombre de problèmes relatifs à l'apprentissage et à l'enseignement de la langue. Il doit se préoccuper de la langue et de la politique.

Dans ce numéro de la Revue TESL du Canada, nous pensons avoir relié deux des préoccupations principales de notre profession. Premièrement, nous présentons plusieurs articles qui abordent certains aspects de notre développement professionnel: ce que nous faisons à titre d'enseignant(e)s et ce que nos élèves font à titre d'apprenants (par exemple Oxford & Crookall, Paper, Olshain & Cohen, Elsey et Early). Ces articles traitent de sujets tels que l'apprentissage du vocabulaire, la motivation de l'apprenant, l'apprentissage des actes de paroles et d'une matière dans une langue seconde. Tous ces articles portent sur des questions qui ont trait à la langue. Deuxièmement, nous présentons des articles portant non seulement sur nos actions mais aussi sur les motifs de nos actions (par exemple Nore, Rubrecht, Ashworth/Cummins). Ces articles traitent de sujets tels que les droits des apprenants, le rôle des gouvernements pour faire valoir ces droits, et les besoins des programmes d'alphabétisation. Tous ces articles portent sur des questions qui ont trait à la politique. Et ces préoccupations sont à propos puisque le conseil général des Nations Unies a déclaré l'année 1990 l'année internationale des l'alphabétisation. Les éducateurs dans le domaine de l'alphabétisation se sont efforcés de nous faire prendre conscience qu'un grand nombre de gens sont privés du droit d'être membre de notre société à part entière. A cet egard, il est difficile aussi de séparer les questions touchant à l'apprentissage de l'anglais langue seconde et à l'alphabétisation.

Prendre conscience du fait que la langue est un instrument qui octroie des pouvoirs, c'est s'avancer d'un grand pas sur le chemin menant vers le changement des structures sociales. La langue a un rapport très étroit avec la politique. Dans l'exercice de notre profession dans le domaine de l'anglais langue seconde, nous devons nous rappeler de parler aux enseignant(e)s et aux apprenants mais il faut aussi que nous nous adressions aux hommes/femmes politiques et à ceux/celles qui déterminent les lignes de conduite. Il serait bien dommage de nous préoccuper seulement de notre propre chemin.

David Mendelsohn & John Archibald